



« L'Obs » mène le débat sur la légalisation

Les pour et les contre

- Anne Coppel: *légaliser la drogue pour la domestiquer.*
- Jean-Paul Jean: *supprimer l'interdit, c'est démissionner.*
- Francis - Curtet: *ne pas laisser les gens se détruire.*

Le Nouvel Observateur. - Anne Coppel, dans le livre que vous publiez avec Christian Bachmann, « le Dragon domestique », vous prenez position pour la légalisation de la drogue. Vous ne craignez pas de passer pour des suppôts de Satan ?

Anne Coppel. - Plutôt que de légalisation, nous préférons parler de domestication, car cela suppose une stratégie progressive; ce n'est pas une politique que l'on peut mettre en oeuvre du jour au lendemain. Elle ne supprimera pas le problème de la drogue. Mais c'est une solution plus rationnelle, qui éliminera les mafias, réduira la délinquance, réduira aussi tous les fantasmes qui alimentent la drogue elle-même et font partie de son marketing.

Francis Curtet - Vous parlez de domestication... Un domestique est au service de quelqu'un. La drogue n'est jamais au service de l'individu. C'est l'individu qui en est esclave. C'est une illusion totale de penser qu'un jour on pourrait domestiquer la drogue. Vous dites que cela supprimera la mafia et la délinquance. Cela supprimera peut-être, en effet, une partie du trafic. Admettons... Mais poussons votre raisonnement jusqu'au bout: pourquoi ne distribuerait-on pas de l'argent une fois par mois aux braqueurs de banques pour éviter les hold-up? Ce raisonnement nous fait dériver dans l'utopie. Troisièmement, si on légalise la drogue, cela veut dire qu'il faut tout légaliser, sans exclusive. Il y a dans la démarche du toxicomane quelque chose qui l'incite à prendre un produit justement parce qu'il est interdit. Vous légalisez le cannabis, bien. Puis la cocaïne, puis l'opium, puis l'héroïne... Et pour le crack, qu'allez-vous faire? Il vous faudra bien le légaliser aussi. Et ensuite l'ice, et puis de nouveaux produits, toutes les saloperies que l'homme est capable de créer. Il faudra les légaliser au fur et à mesure, sinon les marchés parallèles s'organiseront sur les produits qui resteront interdits.

Jean-Paul Jean. - Je crois que la légalisation produirait un effet d'appel dont on ne peut absolument pas maîtriser les conséquences. Plus un produit est présent sur le marché, plus il y a de consommateurs potentiels qui y ont accès. On aboutirait donc à ce que beaucoup plus de gens se droguent.

A. Coppel. - Le point de départ c'est le constat



Anne Coppel, Jean-Paul Jean et Francis Curtet

de faillite de la politique de lutte contre la drogue. Une politique s'évalue à ses résultats. Ici, la faillite est indiscutable. Il faut en tirer les conclusions.

F. Curtet - C'est vrai qu'il y a faillite de la politique de prévention, notamment aux Etats-Unis, et à un degré moindre en France. On en est encore à l'âge des cavernes. Mais avant d'en arriver aux solutions radicales, il faut avoir tout essayé. Avant de créer des problèmes supplémentaires - vous reconnaissez que la légalisation ne supprimerait pas le problème de la drogue - pourquoi ne se lance-t-on pas à fond dans une vraie prévention grand public ?

J.-P. Jean. - Ce débat sur la légalisation part d'une construction purement théorique. C'est en cela d'ailleurs qu'il est séduisant. Mais il comporte des dangers énormes. En bâtissant de tels scénarios, fondés sur la seule rationalité économique, on oublie que toute prise de position, en cette matière, contient un message, exprime des valeurs de société. Alors, dites-moi, quel est le système de valeurs d'une société qui admettrait la légalisation des drogues? Ce n'est pas un hasard si cette idée est véhiculée notamment par des économistes libéraux qui négligent complètement ce message des valeurs.

N.O. - Le point de vue de ces libéraux est: si quelqu'un à envie de se droguer, et même de se détruire, au nom de quoi l'Etat prétend-il l'en empêcher?

J.-P. Jean. - L'Etat ne peut pas être indifférent à l'état de souffrance de l'individu. Qu'expriment

les toxicomanes? Il y a deux profils: il y a ceux qu'on appelle les « usagers récréatifs », qui gèrent parfaitement leur toxicomanie; et puis il y a tous ces jeunes en difficulté, qui ont un problème d'existence, d'identité. Pour ceux-là, la légalisation, ou ce qu'on appelle le commerce passif, aboutirait à faire tomber des barrières. Marquer l'interdit, c'est leur témoigner de l'intérêt.

F. Curtet - Le toxicomane ne veut pas simplement se détruire. Ce n'est pas quelqu'un qui veut mourir. C'est quelqu'un qui veut frôler la mort pour savoir qu'il vit. Comme James Dean qui sautait au dernier moment de la voiture, juste avant le précipice. La drogue, c'est un appel au secours. Alors il ne faut pas laisser la possibilité aux gens de se détruire, mais leur dire: vous avez d'autres voies.

A. Coppel. - Mais la légalisation, ce n'est pas le laxisme. Personne ne propose de vendre l'héroïne dans les supermarchés! Légaliser c'est d'abord sortir d'un contexte de terreur. Il faut réviser l'idée qu'on se fait du toxicomane. On s'imagine des junkies, des espèces de fous, la shooteuse entre les dents. Moi, j'ai fait beaucoup d'enquêtes dans les banlieues. Je n'ai pas trouvé des toxicomanes des années 70, qui prennent seulement de l'héroïne. J'ai trouvé des jeunes qui prennent de la bière, des médicaments, de l'héroïne, tout ce qui passe à leur portée. Que ce soit légal ou illégal, ce n'est pas leur problème. Leur problème c'est de s'éclater la tête. C'est qu'ils souffrent. Donc je s-s d'accord que la véritable réponse, c'est la



prise en compte des problèmes -de ces jeunes. Mais l'interdiction ne change rien à la consommation. Alors que la réglementation peut aider. Aider par exemple à empêcher les utilisateurs occasionnels de se repasser la seringue et le sida avec. Aider à entrer en contact avec des jeunes qu'on ne voit pas dans le système de soins spécialisé.

N.O. - *Légaliser ne permettrait-il pas, premièrement, de mettre à la disposition des toxicomanes des produits entre guillemets sains, en tous cas moins nocifs que ceux que leur procurent les dealers, deuxièmement de les contrôler sanitairelement?*

J.-P. Jean. - On ne peut pas à la fois tenir deux langages contradictoires: d'un côté, on fait de la prévention, de l'autre l'Etat distribuerait la drogue. C'est une contradiction insurmontable. N.O. - *A Amsterdam, par la distribution publique de méthadone, on a tout de même réussi à sortir les héroïmanes du ghetto ...*

F. Curtet - Oui, on est arrivé à en faire des clochards à vie. Est-ce que c'est vraiment une grande réussite? Je suis autrement ambitieux face aux gens à qui j'ai à faire.

A. Coppel. - La politique des pays nordiques permet de contrôler les toxicomanes lourds, d'établir un lien, un contrat social avec ces gens qui sont des exclus. Car une fois qu'on est entré en contact avec eux, on peut engager le dialogue et

leur proposer des solutions adaptées. La preuve en est que la Hollande a réussi à réduire le nombre de ses toxicomanes.

J.-P. Jean. - Distribuer la drogue aux drogués, c'est une logique de maintenance, pour avoir la paix. C'est une approche de démission: puisque ce problème nous dépasse, feignons de l'organiser.

*« Notre système
d'interdits ne correspond
plus aux habitudes
culturelles actuelles »*

N.O. - *Vous désapprouvez ce qui se passe à Amsterdam ? En France, il y a pourtant des expériences semblables.*

J.-P. Jean. - Il y a deux programmes méthadone actuellement, et tout à fait limités. Le ministère de la Santé n'est pas contre l'extension de certaines expériences, pour certains toxicomanes très lourds pour lesquels les méthodes classiques de prises en charge ont échoué. Pas de tabou. Mais ce ne peut être qu'une réponse parcellaire, limitée, scientifiquement évaluée.

N.O. - *Est-ce qu'il n'y a pas deux poids deux mesures? On admet l'alcool et le tabac, parce que*

cela fait partie de notre civilisation, alors même qu'ils sont infiniment plus meurtriers. Et on a diabolisé des substances, comme l'opium ou le hachich, qui sont de consommation courante dans d'autres pays ...

J.-P. Jean. - Et alors? Une société se construit sur une histoire. Nous avons intégré des interdits, des éléments de notre inconscient, des valeurs qui structurent nos sociétés. On ne va pas, pour le confort de quelques-uns, tout lâcher d'un coup ! F. Curtet - C'est vrai qu'il y a une tradition de l'alcool en France. Mais par rapport au nombre de gens qui usent de l'alcool sans en abuser, les alcooliques restent une minorité. De la même manière qu'en Thaïlande il y a des gens qui savent user de l'opium sans en abuser. Mais transplantez-le dans un autre pays, ce n'est plus de la culture et l'abus arrive immédiatement.

A. Coppel. - Il faut parler produit par produit. Il y a des gens pour qui le hachich fait partie de la culture quotidienne. Deux millions de fumeurs occasionnels en France! Donc notre système d'interdits ne correspond plus aux habitudes culturelles actuelles. Il faut s'adapter.

J.-P. Jean. - L'important, c'est de marquer l'interdit. Ensuite, la loi peut être appliquée de façon intelligente. Tout le monde comprend que fumer du hachich ce n'est pas la même chose que se piquer à l'héroïne. Bien sûr qu'il ne faut pas mettre les usagers en prison. La prison, c'est pour les trafiquants et pour les toxicomanes qui ont commis des délits de droit commun. A partir de là, il faut trouver des solutions adaptées: sursis avec mise à l'épreuve, injonction thérapeutique, etc., il y a toute une gamme de moyens.

N.O. - *Que pensez-vous de l'expérience espagnole de dépénalisation de la consommation du hachich?*

J.-P. Jean. - Il y a un effet totalement pervers de telles mesures. Les législations qui dépénalisent le fait d'avoir sur soi une certaine quantité rendent intouchables les petits dealers, qui s'arrangent toujours pour avoir sur eux la quantité admise. Il ne faut pas enlever les barrières pénales, qui permettent d'avoir aussi une stratégie policière et judiciaire.

C'est vrai que le tout-répressif n'est pas une réponse. C'est une politique globale qu'il faut mettre en oeuvre: répression, prévention, soins, réinsertion, tout ça forme un tout. Tous les gens raisonnables savent que c'est la seule politique possible. On en connaît les limites. On sait très bien, parce que nous ne sommes pas dans une société idéale, qu'on ne va pas éradiquer la drogue dans notre pays. Mais ce n'est pas en s'enfermant dans les solutions extrêmes, le tout ou rien, le tout-répressif ou la légalisation, qu'on fera reculer la drogue. *Propos recueillis par*

CLAUDE WEILL

Anne Coppel est sociologue, auteur avec Christian Bachmann du « Dragon domestique » (Albin Michel).

Francis Curtet est médecin-chef du Trait d'Union, auteur de « Idées fausses sur la défonce » (Flammarion).